

Osez le Féminisme!

<http://www.osezlefeminisme.fr> - n°26 - juillet 2013

ÉDITO

BACKLASH

L'adoption récente de la loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe a réveillé une frange conservatrice et réactionnaire. Sous couvert de défendre les droits des enfants et la filiation, c'est un discours opposé à l'égalité femmes-hommes qui n'a cessé d'être diffusé.

Pendant plusieurs mois, nous avons assisté à une mobilisation très importante rassemblant catholiques traditionnels et simples citoyens de milieux sociaux peu habitués aux manifestations. Par la suite, ils furent rejoints par les principaux partis politiques de droite extrême et républicaine ayant choisi d'inaugurer un front commun. Plus que l'homophobie, leur point de ralliement est le retour aux valeurs traditionnelles en complet

décalage avec notre époque, voulant assigner à chacun une place et un rôle, en refusant toute évolution égalitaire et émancipatrice.

Dans un contexte économique difficile, qui voit le modèle social français remis en cause, l'inquiétude face à l'avenir est un sentiment de plus en plus présent. L'expression du « *c'était mieux avant* », qui rime facilement avec « *quand les femmes savaient rester à leur place* », trouve de plus en plus d'échos et laisse le champ libre aux adeptes du retour en arrière en matière de droits et d'égalité.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le retour en force des mouvements anti-IVG ou masculinistes prônant la remise en place/ réinstauration du modèle patriarcal.

Les récentes victoires aussi bien médiatiques que législatives de ces courants conservateurs en France et en Europe sont les signes d'un backlash contre lequel la mobilisation ne doit surtout pas faiblir.

AGENDA

✓ 10 au 20 juillet : EuroLESBOpride réservée aux femmes - Marseille

Le Centre Evolutif Lilith, association lesbienne marseillaise, organise avec ses partenaires de la Coordination Lesbienne en France la première EuroLESBOpride. Ce grand événement lesbien international est associatif, non mixte et ouvert à toutes.

Il est porté par nos valeurs : féminisme, laïcité, et centré sur nos objectifs communs : lutter contre le sexisme, la lesbophobie et toutes les discriminations, élaborer des stratégies de résistance et de riposte. Le programme des 10 jours de l'EuroLESBOpride est culturel, convivial, festif, sportif et militant ! Consultez le programme complet sur <http://celmrs.free.fr>



QUI SOMMES-NOUS ?

Parce que nous considérons que l'émancipation de toutes et tous passe par l'égalité, nous nous rassemblons, femmes et hommes, militantes et militants aux expériences diverses, pour prendre part au combat féministe. Violences, discriminations, dominations, oppressions, nous en avons assez. Nous affirmons les valeurs universelles portées par le féminisme, combat progressiste pour l'égalité et la laïcité.

QUAND METTRONS-NOUS FIN À L'ESCLAVAGE MODERNE DES FEMMES ?



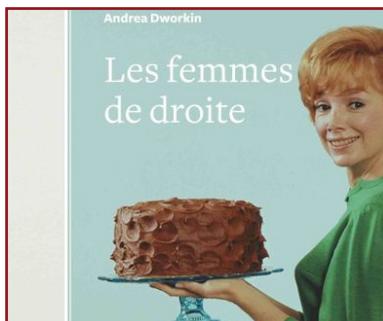
Depuis 2005, plus de 1 700 décès sont survenus dans les usines du Bangladesh. Le 24 avril, l'écroulement d'une usine textile dans ce pays met en lumière l'omniprésence du travail féminin sous payé. Dans ces lieux, les conditions de travail sont inadmissibles : 10 à 12 h par jour, 7 jours sur 7, sans oublier les heures supplémentaires non payées. À ces circonstances déplorables s'ajoutent les risques de violences sexuelles constatés par les associations féministes. Partout dans le monde, les femmes sont considérées comme des sous-employées, des esclaves. Face à ces drames, des ONG telle que Clean Clothes Campaign et des associations féministes dénoncent avec vigueur l'esclavage moderne, l'indifférence coupable de certaines enseignes de vêtements (Mango, H&M, Go Sport, Pimkie, entre autres). Or, des accords entre tous les acteurs concernés (marques internationales, responsables de ces usines) existent : ils sont peu ou pas respectés. Dès lors, peu de marques françaises s'associent à des achats de vêtements plus équitables. Des actions, comme des communiqués de presse, des pétitions, des appels au boycott des enseignes concernées ont été relayées sur les réseaux sociaux et par les associations féministes.

MARION MOUSSIER

Exemple de pétition en ligne :

<https://www.change.org/fr/p/%C3%A9titions/mango-ne-doit-plus-avoir-recours-%C3%A0-l-esclavage-au-bangladesh-cc-mango>

«LES FEMMES DE DROITE» SUR LE WEB, DES SURVIVANTES CONTRE LE SYSTÈME PROSTITUEUR

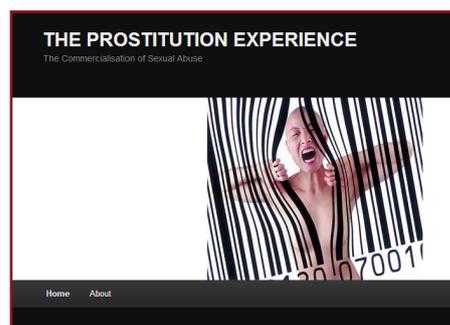


Publiée en 1983 aux Etats-Unis, Les femmes de droite, l'une des œuvres majeures d'Andrea Dworkin, militante et théoricienne féministe incontournable, vient seulement de paraître en français. Andrea Dworkin y explore les questions suivantes : comment les femmes sont-elles conditionnées à complaire au patriarcat, c'est-à-dire à un système absolument contraire à leurs intérêts ? Quels sont les contours du système d'aliénation des femmes au patriarcat et à ses avatars tels que le capitalisme et les religions ? Quelle est la part de lucidité des femmes de droite sur l'oppression machiste ?

LUCIE SABAU

Sur internet, de plus en plus de femmes qui ont survécu à la prostitution, c'est-à-dire qui ont pu en sortir, souvent avec l'aide d'associations féministes, se mobilisent pour tenter d'être enfin entendues, libérer la parole des autres personnes prostituées et afin de témoigner du fait qu'il est urgent d'abolir le système prostitueur. Elles s'expriment sur de nombreux sites et blogs, dont : <http://survivorsconnect.wordpress.com/>, <http://jesuisabolitionniste.wordpress.com>, <http://survivingprostitutionandaddiction.blogspot.fr/>, <http://rmott62.wordpress.com/>, <http://theprostitutionexperience.com/>.

LUCIE SABAU



LES FEMMES AIMENT LES MACHOS

« Moi, j'aime bien les machos. » : cette phrase lancée au beau milieu d'une conversation ou sur un plateau de télévision paraît innocente. Mais au fait, que met-on dans ce mot ? Un mec qui, à l'époque où nous nous battons pour l'égalité femmes-hommes, résiste envers et contre tout : un cow-boy. Il a beau représenter pour certain-e-s le summum de la virilité, il faut rappeler que le mythe du cow-boy est né dans l'Amérique du XIXe siècle, c'est-à-dire dans un espace inhospitalier qu'il fallait conquérir. Or, convaincre les femmes que le monde est dangereux et que leur seul gage de sécurité est d'être protégées par les hommes constitue l'un des ressorts favoris de la pensée conservatrice. Le macho est donc avant tout un réactionnaire qui considère les femmes comme d'éternelles mineures. Dans notre société qui n'est pas le Far West, le mythe du macho survit grâce à la télévision, au cinéma, aux magazines... et sert d'alibi aux adversaires de l'égalité. Certaines femmes voient dans ce désir de possession « une magnifique preuve d'amour », se sentant valorisées et désirées... C'est qu'elles n'aperçoivent pas encore la maison derrière la colline : les femmes effectuent toujours 80% des tâches ménagères et l'égalité professionnelle et domestique demeure un vœux pieux... Moins sexy, le cow-boy !

GÉRALDINE CALLETTI

FÉMINISTES EN MOUVEMENTS : POUR L'ÉGALITÉ ET LA LIBERTÉ, PLUS QUE JAMAIS DÉTERMINÉES !

Les 6 et 7 juillet 2013 auront lieu la 3e édition des rencontres d'été du collectif Féministes en mouvements, qui regroupe 45 associations féministes dont Osez le féminisme ! Ces rencontres sont l'occasion de partager des expériences et d'élaborer des mobilisations communes entre féministes françaises. Cette année, nous nous mobiliserons pour réaffirmer les fondamentaux universalistes et féministes de la société que nous voulons en France, en Europe et à l'international.

Rassembler les mouvements féministes du monde entier et en particulier les féministes francophones, produire des analyses et des propositions pour les élus et les pouvoirs publics, échanger et nous retrouver après une année intense de combats féministes : voilà ce que nous avons fait à Nanterre les 6 et 7 juillet.

Dans une situation économique marquée par le chômage et les restrictions budgétaires, l'austérité économique, le regain des conservatismes et la montée des extrêmes font craindre un retour de bâton pour les femmes. Dans ce contexte, nous devons plus que jamais rester mobilisé-e-s et réaffirmer ce qu'est la société féministe que nous voulons, celle de la liberté, de l'égalité et du choix, en France, en Europe et au niveau international.

Face au bilan en demi-teinte des actions du gouvernement en matière d'égalité femmes-hommes, exiger davantage

Au regard de nos revendications publiées en 2012 dans le manifeste «*Mais qu'est ce qu'elles veulent encore ?*», nous faisons un bilan à un an de l'action gouvernementale. Si certaines avancées doivent être soulignées, des annonces sont restées vaines et il n'y a pas encore d'approche intégrée de l'égalité dans l'ensemble des politiques publiques. Comme l'année dernière, la ministre des Droits des femmes Najat Vallaud-Belkacem a été invitée à faire avec nous un point d'étape de l'action gouvernementale.

En ligne de mire : les élections municipales et européennes

Enfin, pour progresser vers cette société féministe que nous vou-

lons toutes et tous, nous saisissons deux échéances importantes de 2014 pour faire entendre nos revendications : les élections municipales et européennes.

L'action locale au niveau des municipalités est capitale pour l'accès des femmes à différents dispositifs publics : logement social et hébergement, crèches, écoles, santé, services sociaux, équipements sportifs, vie associative, etc. Nous interpellons les partis politiques pour que ces sujets soient au cœur des programmes des candidats et candidates aux élections municipales.

De son côté, la politique européenne oriente très fortement les choix économiques et sociaux

comme les droits des femmes. Ces élections doivent être l'occasion de porter des revendications féministes face aux conséquences désastreuses, notamment pour les femmes, des orientations européennes actuelles.

Pour l'égalité et la liberté, nous sommes plus que jamais déterminées !

CHARLOTTE SOULARY

Plus d'infos : <http://www.feministesenmouvements.fr/>



Les FEM en 4 étapes

2011 : création du collectif Féministes en mouvements. La 1re édition des rencontres d'été rassemble 600 féministes

7 mars 2012 :

- Publication du manifeste *Mais qu'est-ce qu'elles veulent encore ?* avec 30 mesures à l'adresse des politiques pour atteindre l'égalité femmes-hommes
- Plus de 1300 personnes et 4 candidat-e-s à la présidentielle participent à la soirée d'interpellation des candidat-e-s par les Féministes en mouvements à la Cigale

Juillet 2012 : 800 personnes participent à la 2e édition des rencontres d'été
6 et 7 juillet 2013 : 3e édition des rencontres d'été

LE MOUVEMENT MASCULINISTE : LE CHEVAL DE TROIE DU PATRIARCAT

Le masculinisme est une forme d'antiféminisme difficile à identifier comme telle car les masculinistes emploient plusieurs stratégies pour dissimuler leurs véritables objectifs. Or ce lobby poursuit – assez efficacement – en France, depuis plus de vingt ans, des objectifs qui concourent à réinstaurer un patriarcat plus dur encore que celui que nous travaillons actuellement à éradiquer. Il est donc grand temps de dévoiler ces stratégies qui surfent sur le solide ancrage des croyances antiféministes et misogynes dans notre société.

1 Pères perchés sur les grues : la vitrine compassionnelle

Dimanche 17 février, le premier ministre a, depuis le Japon où il était en déplacement, fait publier en urgence le communiqué suivant par Matignon : « *Le premier ministre suit avec la plus grande attention la situation du père qui s'est retransché en haut d'une grue à Nantes. Il demande à Christiane Taubira, ministre de la Justice et à Dominique Bertinotti, ministre déléguée chargée de la Famille, de recevoir la semaine prochaine l'association SOS Papa et d'autres asso-*

ciations de défense des droits des pères. » Notons qu'il est extrêmement rare que des associations – par exemple, celles qui défendent les droits des plus vulnérables à enfin être en sécurité – bénéficient d'une telle attention du chef du gouvernement. Comment se fait-il, alors, que le premier ministre d'un gouvernement ayant réinstauré un ministère des Droits des femmes et dont le président s'est dit féministe, accorde un tel niveau de cré-

dibilité à des hommes et associations qui tiennent des propos pour le moins antiféministes, misogynes et de droite, avec, il faut bien le dire, une stupéfiante précipitation ?

SI CE DISCOURS EST AUSSI BIEN REÇU, C'EST PARCE QUE L'ANTIFÉMINISME EST SUFFISAMMENT VIVACE

Pourtant, Serge Charnay, descendant le lendemain de la grue, a violemment déclaré : « *Ce qui m'énerve le plus, c'est que la cause des papas n'est pas entendue et que les femmes qui nous gouvernent se foutent toujours de la gueule des papas et qu'il va falloir se battre beaucoup plus !* » L'avocate de l'ancienne compagne de Serge Charnay, qui a parlé de « *coups de force répétés du père* » contre son ex-compagne et leur enfant, n'a pas suscité le même intérêt, dans un pays où les violences machistes constituent un fléau et bénéficient d'un véritable système d'impunité, tout particulièrement lorsqu'elles s'exercent dans le domaine intra-familial.

Les Français-e-s ont donc découvert, il y a quelques mois, l'action d'hommes perchés sur des grues puis sur d'autres perchoirs et se revendiquant au service d'une dite « *cause des pères* ». Pourtant, ni le type d'action ni les objectifs poursuivis ne sont nouveaux : de nombreux pays, dont le Canada, les États-Unis

L'origine du masculinisme

Le terme masculinisme, tout comme l'idéologie qu'il représente, n'est pas aussi nouveau qu'il paraît. Ce sont les femmes américaines se battant pour leurs droits civiques dans les années 1930, telle Lillian Symes, qui inventèrent le mot « masculinisme ». Il désignait alors les hommes conservateurs s'opposant fermement au droit de vote des femmes. A une période où les femmes commencent à investir largement le monde du travail, le discours de ces derniers cherche à les réassigner à leur rôle de « mère au foyer ».

Des petits groupes hommes se revendiquent ensuite eux-mêmes de cette mouvance réactionnaire et vont en poser les bases : défense du « modèle familial traditionnel », remise en question du droit à la contraception et aux libertés civiles pour les femmes.

Dans les années 80, c'est à la faveur du retour au pouvoir des partis conservateurs au États-Unis, au Québec et au Royaume-Uni que ce mouvement a mis au point un discours « moderne », focalisé sur la défense des droits des pères lors des divorces. Ayant compris la consonance désormais négative du terme, les adeptes de ce courant de pensée se font appeler « hoministes » ou « défenseurs des pères ».

JOHNATAN LAUBRIAT

et la Grande-Bretagne, ont assisté au même spectacle médiatique il y a déjà de nombreuses années.

Le dispositif est toujours le même : exploiter à plein l'attrait des médias pour le sensationnel et jouer de la propagande néopatriarcale, martelée ici comme ailleurs par de pseudo-experts médiatiques et structurée par le mythe de la

« crise de la masculinité causée par les conquêtes féministes ». Ainsi, les féministes mentiraient, nous vivrions en fait non pas sous un régime patriarcal, mais dans une société faite par et pour les femmes. Si ce discours est aussi bien reçu, c'est parce que l'antiféminisme est suffisamment vivace et qu'il s'inscrit dans le courant censé dénoncer la « pensée unique ».

2 Des médias complaisants ?

De surcroît, les médias leur accordent beaucoup plus de crédibilité qu'ils n'en ont car leur spectacle est bon pour les ventes et pour l'audimat. Exemple emblématique à Rouen, où personne sur place ne prêtait attention aux masculinistes perchés en haut de la cathédrale mais où les journalistes se sont rués pour sur-médiatiser l'actions de ces activistes nostalgiques du pater familias. Ils ont appris de l'expérience de leurs camarades canadiens et savent brouiller les pistes en se réclamant de mots d'ordre féministes : égalité, anti-sexisme, etc. (voir zoom 3).

Cette attitude des médias n'est pas nouvelle. On constate, en France comme ailleurs, une forte médiatisation du thème du « malaise masculin » (Elle, le 8 mars 2003), bien au-delà des éruccations d'un Zemmour ou d'un Naouri. On trouve à ce sujet



Rassemblement en soutien à Serge Charnay. Photo AFP/le Figaro Madame

pléthore d'articles ou de reportages dans les médias les plus variés : aussi bien Elle (« Y a-t-il un sexisme anti hommes ? », août 2012) que Ouest France (« Le masculinisme, ou la revanche de la 'virilité' », 2010), ou encore France 2, qui en mars 2003 consacrait le magazine Envoyé spécial à des reportages sur les pères privés de leurs enfants suite à des accusations d'agressions sexuelles. Autant de travaux journalistiques qui ne cherchent jamais à vérifier le fondement des accusations portées par les masculinistes contre les femmes et les féministes.

Plus grave encore, les idéologues dont ces masculinistes se récla-

ment, tels Richard Gardner, inventeur du syndrome d'aliénation parentale (SAP) selon lequel les enfants qui dénoncent des violences commises par leurs pères seraient manipulés par leurs mères, sont tranquillement promus au rang de scientifiques, alors que les propos pro-pédocriminalité et pro-inceste qu'ils tiennent ne sont jamais dénoncés. En mai, une émission d'une heure et demie est ainsi consacrée sur France 5 à la promotion du SAP et du discours masculiniste. Syndrome et discours qui ont pourtant été unanimement reconnus comme charlatanesques par la communauté scientifique.

LUCIE SABAU

Pour un divorce sans la justice ?

« Je vais tout casser / si vous touchez/ Au fruit de mes entrailles, Fallait pas qu'elle s'en aille... » Cela vous dit quelque chose ? C'est la chanson de Daniel Balavoine, Mon fils, ma bataille, en 1980. Les masculinistes ne se positionnent pas contre le divorce mais déplorent qu'il faille en passer par la justice pour statuer sur le partage des biens ou la garde des enfants. Le Collectif de la Grue jaune demande par exemple la « déjudiciarisation du divorce » et à ce que « la contribution à l'éducation de l'enfant soit gérée par la CAF. ». Cela signifie que les ex-conjoints et parents ne passeraient pas devant un juge aux affaires familiales en cas de désaccord, mais par une médiation familiale ou par la CAF. Le fait de recourir à la justice permet pourtant d'examiner la situation des deux parents, notamment en cas de violences ; elle est l'occasion de déterminer si la garde alternée est appropriée, en fonction de l'intérêt de l'enfant, et d'évaluer également le montant de la pension alimentaire.

JULIE MURET

L'AGENDA MASCULINISTE

Les masculinistes ont des objectifs législatifs précis. On peut identifier deux catégories de revendications, qui, toutes, ont pour conséquence de faire primer les droits des pères sur ceux des enfants ou des femmes. Tout d'abord au niveau du divorce : les masculinistes souhaitent rendre obligatoire la résidence alternée (ce qui permet au passage de ne plus verser de pension alimentaire), et la déjudiciarisation du divorce, c'est à dire la généralisation de la médiation familiale (dangereuse lors de phénomènes d'emprise des conjoints et/ou de violences, voir encadré). Deuxièmement, ils souhaitent affaiblir la législation en ce qui concerne les violences, y compris sexuelles, au travers de la reconnaissance de diverses chimères tels que le syndrome d'aliénation parentale (SAP).

Une pression, médiatique et politique

Sous une apparente recherche d'égalité, toutes ces mesures tendent à permettre à des hommes maltraitants de garder un fort pouvoir de nuisance sur

leur famille et en premier lieu leur ancienne compagne.

Pour mettre en place cet agenda, ils font du lobbying, c'est à dire qu'ils organisent une pression, médiatique et politique, sur nos responsables politiques. Selon les informations présentées sur le site de l'association, SOS Papa réalise et publie des études (qu'on imagine difficilement objectives), des articles de presse et participe à des émissions de télévision. Ils organisent des manifestations, telles les actions spectaculaires sur les grues afin de mobiliser les médias et l'opinion pour mieux faire pression sur les parlementaires et le gouvernement. Ils rencontrent les parlementaires et vont jusqu'à leur rédiger des propositions de loi.



lefigaro.fr

Résidence alternée obligatoire et reconnaissance du SAP

Et ça marche. Preuve en est, on voit apparaître depuis quelques années leurs revendications dans des propositions de loi au parlement. Par exemple la proposition de loi 309, déposée le 24 octobre 2012 comprenait la résidence alternée obligatoire, mais également la reconnaissance institutionnelle du SAP, le syndrome d'aliénation parentale. Heureusement, le 4 février 2013, cette tentative de donner au SAP un statut législatif fut rejeté par l'Assemblée Nationale.

La soudaine apparition médiatique des masculinistes cette année n'est d'ailleurs pas un hasard. Le chantier de loi « famille », que Mme Bertinotti doit ouvrir à la rentrée parlementaire, revêt pour eux des enjeux considérables. On ne peut donc qu'être inquiètes de voir les médias leur donner une telle audience, et les politiques un tel crédit, alors que la montée des conservatismes fait émerger une France arc-boutée sur la complémentarité femme-homme et vent debout contre les idées féministes.

ANNE-CÉCILE MAILFERT

«ANTI-SEXISME» ET «PARITÉ»

De nos jours, les masculinistes ne se risquent pas à prôner ouvertement le bien-fondé de la domination masculine. Plus subtilement, ils opèrent un renversement des analyses féministes, reprennant à leur compte les notions de sexisme et de parité. Les pères seraient ainsi discriminés en tant qu'hommes parce qu'on ne les considérerait pas capables de changer des couches.

Les positions victimaires et androcentrées des masculinistes ne prennent pas en compte les inégalités effectives dans la société. En effet, le sexisme dont elles découlent est structurellement défavorable aux femmes. Les professions dans lesquels les hommes sont minoritaires, comme les conseillers conjugaux ou les assistants maternels n'ont rien à voir avec un « sexisme anti-hommes » mais plutôt avec une assignation des femmes à l'éducation des enfants et à la sphère privée. Il est d'ailleurs avéré que lorsque les hommes sont minoritaires dans un secteur professionnel, ils sont en réalité des « minoritaires bienheureux », car ils bénéficient de la « plus-value » que leur accorde leur statut d'homme, ce qui n'est inversement pas le cas des femmes pionnières dans les secteurs traditionnellement dévolus aux hommes.

BÉNÉDICTE GATTÈRE

HÉLÈNE PALMA, CHERCHEURE FÉMINISTE

Vous avez effectué plusieurs travaux de recherche sur les masculinistes : qui sont-ils et comment recrutent-ils ?

J'ai découvert la mouvance masculiniste en 2001, au moment où le gouvernement conduit par Lionel Jospin (1997-2002) s'appropriait à voter une nouvelle législation en matière de droit de la famille, la « Loi relative à l'autorité parentale », qui rendait possible (et, dans les faits, quasiment systématique) la résidence alternée des enfants. Je militais alors dans une structure de défense des femmes victimes de violences domestiques, Solidarités Femmes Grenoble et il nous est apparu que la réforme que proposait le gouvernement Jospin par la voix de sa Ministre de la Famille, Madame Royal, représentait une très grande menace pour les femmes victimes de violences patriarcales que nous rencontrions quotidiennement au sein de cette structure.

C'est en étudiant de près les auditions conduites par les diverses commissions parlementaires, que nous avons remarqué certaines

personnalités et associations qui se pressaient pour être auditionnées et qui développaient un lobbying très efficace tant auprès des parlementaires que des ministres. Les Canadiennes, en particulier les Québécoises, nous ont informées des actions menées depuis longtemps Outre-Atlantique par des associations d'hommes qui recrutent leurs membres, souvent à l'occasion de séparations et divorces, proposent de les assister dans leurs démarches pour obtenir de payer peu ou pas de pension alimentaire, obtenir la résidence principale des enfants ou, à défaut, obtenir un droit de contrôle très étendu sur la vie de leur ex-conjointe à travers des contacts continus avec les enfants (une résidence alternée par exemple).

Nous connaissons l'essor des mouvements masculinistes au Canada, en Grande-Bretagne et en Suisse, mais qu'en est-il en France ?

La France a vu se fonder sa première association masculiniste

au milieu des années 70. Les associations masculinistes françaises constituent un réseau de groupes plus ou moins importants dont les revendications et l'action reposent le plus souvent sur la défense des pères divorcés, selon elles injustement « privés de leurs enfants ». Ces associations contestent également, exactement sur le même modèle que leurs modèles nord-américains, l'intégralité des avancées obtenues par les femmes au cours du XX^e siècle. Depuis les années 2000, ces groupes se font parfois plus insidieux : nombre d'associations ont abandonné toute référence aux pères ou aux hommes et préfèrent parler de « condition parentale », d'« égalité parentale » ou de « soutien de l'enfance ». Il s'agit hélas souvent de faux-nez pour des groupes porteurs du même discours obscurantiste.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR LUCIE SABAU**

INITIATIVE

L'HISTOIRE PAR LES FEMMES

En 2011, l'étude réalisée par le Centre Hubertine Auclert de 11 manuels d'histoire à destination des seconde et CAP révélait que seules 3,2% des biographies présentées étaient consacrées à des femmes. Le site histoireparlesfemmes.wordpress.com contribue à réparer cette injustice. On y trouve, synthétisées en quelques lignes et classées par disciplines, les biographies de figures féminines marquantes. C'est l'occasion de découvrir des personnalités rarement évoquées. Qui connaît Grace O'Malley, cette aristocrate irlandaise qui, à la tête de toute une flotte, s'opposa à Elisabeth I ? Ou bien encore Caroline Herschel, astronome anglaise à qui la Royal

Astronomical Society remit une médaille d'or en 1828 ? Des vies d'autant plus passionnantes, qu'elles sont émaillées de luttes contre les préjugés et les obstacles sociaux.

Un tel site s'ancre dans un phénomène plus global : la prise en compte progressive de l'importance des femmes dans l'Histoire. Les enseignants du primaire et du secondaire ont ainsi à leur disposition, depuis 2010, un manuel intitulé La place des femmes dans l'histoire. La discipline y est envisagée dans une perspective réellement mixte. Mais au-delà du champ de sciences humaines, c'est aussi le rapport à la mémoire collective qui est en jeu. Le



Grace O'Malley

8 mars dernier, François Hollande suggérait qu'on lui soumette des noms de femmes à faire entrer au Panthéon : en consultant histoireparlesfemmes, on peut constater qu'il aura l'embarras du choix.

EMMANUELLE JOSSE

SYSIPHE.ORG

Créé en 2002, ce site internet féministe offre une grande palette d'articles de qualité, francophones ou traduits d'autres langues.

C'est au Québec que Sysiphe a vu le jour il y a maintenant plus de 10 ans, à l'initiative de Micheline Carrier, une féministe qui souhaitait publier ses écrits personnels. Rapidement, elle décide d'en faire un site d'information et d'analyse participatif, auquel contribuent bénévolement femmes et hommes de plusieurs pays francophones. Sysiphe.org propose également des traductions de textes féministes

anglophones et parfois d'autres langues, initiative très appréciable pour faire voyager la pensée féministe en dépit des barrières linguistiques.

Tentant de ne pas céder à la dictature de l'instantanéité, Sysiphe.org se veut non pas un site journalistique d'actualité, mais un espace de réflexion et d'analyse, lieu de pensée féministe radicale sur des thèmes comme les rapports de domination, l'abolition de la prostitution, la laïcité ou le mouvement masculiniste. En dix ans, le site est devenue une véritable encyclopédie en ligne, connue et reconnue.

En 2005, Micheline Carrier et Elaine Audet ont également créé les éditions Sysiphe, entreprise sans but lucratif qui publie des essais de petit format sur des sujets sociaux et politique ou de poésie. Derniers en date, *Le féminin au cinéma* de Thérèse Lamartine, ou *La mode hypersexualisée*, de Mariette Julien. Les livres des éditions Sysiphe peuvent être commandés à la Librairie du Québec à Paris, au 30 rue Gay Lussac, dans le 5e arrondissement.

MAGALI DE HAAS

www.sisyphe.org

CHRONIQUES DU SEXISME ORDINAIRE

LA MÉNAGÈRE SE REBELLE

Mais qui est donc cette fameuse « ménagère », de préférence de moins de 50 ans ?

Bien qu'il s'agisse d'un terme très peu précis, on imagine aisément une femme au foyer, en béatitude devant des feuilletons télévisuels à l'eau de rose, acheteuse compulsive de téléachat, l'aspirateur toujours à portée de main... bref un qualificatif pas franchement des plus élogieux et surtout loin de la réalité de la vie actuelle des femmes.

Le Général de Gaulle a bien tenté une définition de ce concept en 1965 : « *Regardons ce qui se passe dans une maison : la ménagère veut avoir un aspirateur, un réfrigérateur, une machine à laver et même, si possible, une automobile. Ça, c'est le mouvement. Et en même temps, elle ne veut pas que son mari aille bambocher*

de toutes parts, que les garçons mettent les pieds sur la table et que les filles ne rentrent pas la nuit. Ça, c'est l'ordre ! » 50 ans après, les femmes ne seraient-elles encore (bo)bonnes qu'à faire les courses et le ménage ?

Ce concept publicitaire inventé dans les années 1950 désignait la femme au foyer qui fait les courses. Aujourd'hui, il y a des hommes qui remplissent et poussent eux-mêmes leur chariot (dingue !) mais cette mission revient encore majoritairement aux femmes... comme 80% des tâches domestiques !

Statistiquement, la définition d'un responsable des achats est floue : est-on ménagère quand on est une femme célibataire ? Quid des hommes célibataires, des femmes en couple avec une femme, des

familles monoparentales, des étudiant-e-s qui rentrent chez leurs parents le week-end ? La ménagère de moins de 50 ans est une image de carte postale. Or, la réalité française, elle, est celle d'une société où une grande partie des femmes est entrée dans la vie active et où les familles sont très diverses.

Pourtant, dans le monde merveilleux du marketing, la ménagère de moins de 50 ans continue de vivre sa vie comme si rien n'avait changé. En ne s'adressant qu'aux femmes, les publicitaires entretiennent et renforcent les inégalités. Rebellons nous contre ce cliché de la femme écervelée et inventons nos propres modes de vie et de consommation... loin du marketing.

LUCIE GROUSSIN

Comité de rédaction : Claire PIOT et Anne-Cécile MAILFERT - Logo : Mila JEUDY -
Maquette : Hélène FERKATADJI
Editrice : Osez le féminisme!
Directrice de publication : Julie MURET
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale de France—ISSN 2107-0202
Imprimé par Grenier - 115 av. Raspail
94250 Gentilly



Vous souhaitez recevoir le journal, participer à sa rédaction ou à sa diffusion ?

CONTACTEZ-NOUS !

**Envoyez vos coordonnées à contact@osezlefeminisme.fr
www.osezlefeminisme.fr**